

POLITIQUE CULTURELLE

Renvois de balle

Luc Caregari

Comme toujours lorsqu'il faut faire des économies, c'est la culture qui trinque - alors que le gouvernement pourrait parfaitement aussi faire payer cela à d'autres. A commencer par lui-même.

Le musée de la forteresse est certainement l'institution culturelle la plus connue du pays. Pourtant, ses statistiques de visites s'approchent de zéro et personne ne pourrait dire quelle exposition on y a vue en dernier. C'est simple: il n'y en a pas tout simplement pas eu. Comme l'a relevé la députée libérale Anne Brasseur lors de son intervention au sujet du musée, il aura fallu moins de temps à Vauban pour construire la forteresse de la ville de Luxembourg, qu'aux Luxembourgeois pour y installer un musée.

Certes, construire et élaborer un musée qui se veut aussi identitaire est une chose délicate avec laquelle il fait bien de prendre son temps. Surtout dans la réalité multiculturelle des présents. Pourtant, la raison du perpétuel inachèvement de ce pauvre petit musée est ailleurs. Car le concept du musée n'est toujours pas très net pour tous les concernés - comme l'a

démontré Octavie Modert en répondant aux attaques d'Anne Brasseur.

Et pour cause : l'histoire de l'élaboration du musée de la forteresse est plus que pénible. Un petit rappel s'impose ici. C'est en 1997 que le gouvernement décida d'aménager un musée dans le réduit du Fort Thüngen. Mais cette idée fut loin de faire l'unanimité. Au contraire : les initiatives comme « Fangeren ewech vum den dräi Eechelen » et d'autres désapprouvaient l'idée que l'Etat transforme cette bâtisse historique. Mais ce n'est pas seulement le fait de vouloir en faire un musée qui heurta la conscience publique. Dès le début, le vers était dans le fruit aussi quant à l'organisation interne du projet. Ainsi en 1997, Paul Reiles - alors directeur du Musée d'Histoire et d'Art de la ville de Luxembourg - a fait remarquer, dans une missive adressée au ministre de la culture, que la meilleure solution serait de placer ce nouveau musée sous la tutelle de son musée et d'en faire une annexe. Il n'a jamais reçu de réponse. Jusqu'en 2009. Car l'année dernière et face au fiasco que générait le projet, la ministre de la culture Octavie Modert avait décidé d'adapter la proposition datant d'une

bonne douzaine d'années. A l'époque, le gouvernement avait choisi de confier la gestion au Service des Sites et Monuments. A posteriori, ceci se révélait être une grave erreur, aux vues des errances qu'a connu le projet entretemps. En effet, les équipes en charge d'élaborer le projet n'ont fait que tourner à vide autour et aucune n'a vraiment su ou pu imposer un concept clair et net. Malheureusement, ces experts ont aussi coûté des fortunes et certains d'entre eux ont bossé pendant des années, tandis que les responsables savaient déjà qu'ils n'allaient pas approuver leurs idées.

D'autres erreurs grossières ont été commises dans la planification aussi bien que dans la réalisation du projet. Ainsi, une passerelle projetée entre le Mudam et le musée de la forteresse qui n'a jamais été construite. Ou encore le fait qu'une grue louée mais plus utilisée a été « oubliée » par les responsables. Les rénovations successives, les différentes mises en espace et les travaux interminables ont par ailleurs déjà commencé à abîmer le bâtiment historique. Les murs sont humides, certains carrément pourris et les accès pas vraiment sécurisés

aux normes. Certains de ces dégâts proviendraient - toujours selon Anne Brasseur - du fait que les services des sites et monuments louaient la forteresse à des particuliers.

La faute est dans le système

La liste exhaustive des fautes commises sur ce projet serait trop longue pour cet article. Retenons qu'en fin de compte, le contribuable luxembourgeois aura payé l'addition salée de quelques 41 millions d'euros pour un musée - rappelons-le - dont il ne sait toujours pas quoi faire. Mais qu'il faut peu ou prou mener à terme.

Face à cette débâcle, les accusations fusent de toutes parts. Car il faut bien trouver un responsable. La victime désignée semble être Georges Calteux, l'ancien chef du service des sites et monuments. Mais voilà, celui-ci a été envoyé en retraite et ne peut donc plus être responsable - d'autant plus que le musée de la forteresse n'est plus sous la tutelle de son ancien service. De même pour les ministres de la culture successifs : tous peuvent tirer leur épingle du jeu en disant avoir hérité d'un dossier empoisonné et qu'ils ont essayé de me-



Hätten se dach nëmmen...

ner à bien, sans pourtant réussir. Quant aux intouchables fonctionnaires du ministère de la culture, n'en parlons même pas...

S'il y a une conclusion logique à tirer de tous ces renvois de balle, c'est de se dire que la faute est bel et bien dans le système. Beaucoup trop longtemps, les responsables mais aussi l'opinion publique et la société civile ont fermé les yeux. Après tout, il s'agissait d'un projet de prestige national et tant que l'excédent budgétaire était ce qu'il était, pas grand monde ne s'intéressait de près à ce que devenaient les Trois Glands.

Or, comme tout le monde sait, nous vivons une période de vaches maigres et le prestige national n'est plus vraiment de mise face au chômage et au risque de paupérisation de la population. Il faut donc faire des économies et le budget culturel est aussi dans le viseur des comptables étatiques. Ainsi, Jean-Louis Schiltz, le président de la fraction du CSV a-t-il émis l'idée que peut-être la Rotonde 2 - un des hauts-lieux de l'année culturelle 2007 - ne sera pas réaménagée. Alors que les responsables du Carré Rotondes, l'institution culturelle qui doit pé-

renniser le legs de l'année culturelle, l'attendaient pour cette année. Rappelons au passage que leur location actuelle - l'immeuble Paul Wurth - n'est que provisoire et n'appartient pas à l'Etat et devra être rendu un jour ou l'autre au propriétaire. Rappelons aussi que l'histoire de ce centre culturel a été un franc succès. Non seulement l'Exit07, le café-concert, fait une excellente programmation, mais aussi et surtout Traffo, le théâtre pour jeunes unique en son genre au pays, est devenu une réelle institution même au-delà de la capitale. On peut donc dire que le travail du Carré Rotondes est pertinent et touche de près la population intéressée. Bref, tout ce qu'un bon centre culturel devrait être et tout ce que le musée de la forteresse n'est pas.

Mais que fait le gouvernement ? Au lieu de soutenir une structure qui fonctionne bien, il décide d'accorder une « dernière » rallonge au désastreux musée de la forteresse. Cela revient à préférer l'image du prestige national - qui est tout de même une chose qui sonne creux - à une réelle investition dont sa population profite et profitera. Un peu comme si les leçons du désastre des Trois Glands

n'avaient pas été suffisantes, on continue comme avant.

Pourtant, il y auraient d'autres solutions au problème, comme commencer par une révision du budget culturel, sans pour autant saborder la forteresse.

En réponse à une question parlementaire du député ADR Gast Gibéryen, tous les ministères ont dû détailler leurs subsides et leurs conventions. Et en parcourant les pages de la réponse obtenue par Octavie Modert, on tombe sur plus d'une idée où l'on pourrait faire des économies, sans pourtant trop entraver la vie culturelle de la majorité de la population. Ne serait-ce que pour les fabriques d'églises qu'on trouve dans les listes. Quel est leur apport culturel ? L'Eglise catholique est déjà conventionnée avec moult autres ministères et n'a pas vraiment besoin de vampiriser encore le budget culturel. On pourrait encore biffer d'autres projets qui ne remplissent qu'une fonction de prestige, voire touristique. Comme le festival DirActor's Cut par exemple - qui sert plutôt à doré le blason de quelques politiciens et producteurs locaux au lieu d'avoir vraiment un impact sur la scène culturelle. Il faudrait

passer au peigne fin toutes les investitions et établir de nouveaux critères sociaux, éducatifs et scientifiques au lieu de conventionner à tort et à travers, sans vraiment avoir de plan à suivre.

Mais cela, c'est une autre histoire. En attendant, on pourra toujours admirer quelques magnifiques passes entre politiciens quand il s'agira de déterminer qui est le responsable de la mort d'institutions culturelles pertinentes.